

<http://ugtg.org/spip.php?article330>



Kanaky - l'USTKE sous la répression antisyndicale

- International -



Date de mise en ligne vendredi 18 janvier 2008

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



Les militants de l'**USTKE** (Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités) **ont subi ces dernières heures une terrible répression de la part des forces de police et de gendarmerie de l'Etat colonial en Nouvelle-Calédonie. 50 d'entre eux ont été arrêtés et sont actuellement placés en garde-à-vue. 20 autres sont blessés.**

Ces méthodes violentes visant à casser une grève et à criminaliser un syndicat ne sont pas acceptables et ne régleront en rien un conflit provoqué et aggravé par le patron de CARSUD (entreprise de transport du groupe Véolia) qui refuse toute forme de négociations.

L'USTKE n'est pas un syndicat de "voyous" comme l'a déclaré le Haut-Commissaire qui a envoyé les forces de l'ordre pour déloger un piquet de grève à coup de grenades lacrymogènes et de tirs à bout portant. C'est au contraire une organisation responsable qui défend les droits des travailleurs, ce que ne supportent pas certains patrons arrogants et provocateurs.

Cela fait plusieurs années que la société **CARSUD** est confrontée à une gestion catastrophique tant en terme social que de service rendu aux usagers. La Province Sud qui a la compétence dans le domaine du transport régulier de passagers a, au nom du libéralisme, choisi de travailler avec le groupe **Véolia** dont tout le monde sait que la vocation première n'est pas de transporter les personnes mais de gagner de l'argent.

L'unique revendication de l'USTKE concernait la réintégration d'un salarié qui n'a jamais été licencié pour vol mais pour des faits qui relevaient de dysfonctionnements au sein de CARSUD, faits qui concernaient bon nombre de salariés dont trois qui, depuis, ont été réintégrés. Devant la nouvelle situation provoquée par Véolia, actionnaire de Carsud et par la Province Sud, l'USTKE décide de poser publiquement la question du transport de passagers dans le seul intérêt de ces derniers.

En conséquence, l'USTKE demande la création d'une régie autonome de transport dirigée et financée directement par la collectivité provinciale. L'USTKE demande l'instauration d'un vrai service public au service du plus grand nombre, à des conditions tarifaires à la portée de tous et dans le cadre d'un réseau réorganisé géographiquement avec des moyens matériels et humains suffisamment conséquents.

L'USTKE demande enfin le retrait du groupe Véolia et la tenue de discussions avec la Province Sud pour la mise en place de cette régie autonome de transport PUBLIC.

En résumé, nous demandons depuis des semaines des négociations, des débats, des discussions sérieuses. Rien de tout cela n'a eu lieu.

Et la seule réponse que nous avons eu aujourd'hui est celles des coups, des armes et des gaz lacrymogènes des forces de l'ordre.

Mais nous tiendrons.

Nous ne voulons pas la guerre, et le Haut-Commissaire a tort de la provoquer ainsi...

La grève générale va se poursuivre et nous continuons invariablement à réclamer la tenue de négociations,

autour d'une table, intelligemment.

Nous appelons tous les amis, toutes les associations, les organisations syndicales et politiques à protester contre la répression policière que subit l'USTKE et à réclamer la libération des syndicalistes emprisonnés à Nouméa.

Corinne Perron (représentante en France de l'USTKE)

Merci de faire circuler ce communiqué dans vos réseaux.

| [Le site de L'USTKE](#)